

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/201883]

14 MARS 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant la liste des données complémentaires à notifier par les officiers instrumentant et les modalités de notification à l'observatoire du foncier agricole conformément aux articles D.54 et D.357 du Code wallon de l'Agriculture

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.54, alinéa 1^{er}, modifié par le décret-programme du 17 juillet 2018, D.56/1, inséré par le décret-programme du 17 juillet 2018, D.58, D.61, § 2, D.63 et D.357, § 1^{er} et 3, modifié par le décret-programme du 17 juillet 2018;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2016 déterminant la liste des données complémentaires à notifier par les notaires et les modalités de notification électronique conformément à l'article D.357 du Code wallon de l'Agriculture;

Vu le rapport du 16 novembre 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données, donné le 16 janvier 2019;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 11 février 2019 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o le bien immobilier agricole, le bien immobilier bâti ou non bâti situé en zone agricole au plan de secteur et le bien immobilier bâti ou non bâti déclarés dans le SIGeC;

2^o le Code : le Code wallon de l'Agriculture;

3^o le Service : la Direction de l'Aménagement foncier rural du Département du Développement, de la Ruralité, des Cours d'eau et du Bien-être animal de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement.

Art. 2. Les opérations visées aux articles D.54 et D.357 du Code sont les ventes, les acquisitions, les échanges, les donations en pleine propriété et les apports à une personne morale.

Art. 3. Les officiers instrumentants notifient les informations visées aux articles 6 à 10 et aux articles D.54 et D.357 du Code à l'observatoire du foncier agricole dans les trente jours suivant l'acte authentique.

En cas de vente publique, le délai prévu à l'alinéa 1^{er} est porté à deux mois suivant le jour où l'adjudication est devenue définitive.

Art. 4. § 1^{er}. Lorsque l'officier instrumentant est un notaire dont la résidence est située en Belgique, la notification visée à l'article 3 est réalisée via le portail E-notariat de la Fédération royale du Notariat belge.

La notification est certifiée exacte, datée, signée et authentifiée via le portail E-notariat de la Fédération royale du Notariat belge.

§ 2. Pour les autres officiers instrumentant, la notification visée à l'article 3 est réalisée via l'envoi d'un formulaire établi par le Ministre.

Conformément à l'article D.62 du Code, la notification électronique est certifiée exacte, datée et signée via l'envoi du formulaire par l'officier instrumentant.

Art. 5. Le Service certifie la date de réception de la notification par l'envoi d'un accusé de réception électronique automatique.

Art. 6. La notification d'une vente comprend :

1^o l'identité de l'officier instrumentant :

a) dénomination ou nom et prénom;

b) adresse postale;

c) adresse électronique;

2^o la date de l'opération;

3^o le prix de vente global;

4^o la superficie globale;

5^o l'identification de chaque parcelle cadastrale :

a) commune, division, section, numéro cadastral, le cas échéant pré-cadastré;

b) superficie suivant cadastre;

c) nature suivant cadastre;

d) état locatif;

e) le cas échéant, nature du bail;

f) le cas échéant, numéro d'identification du plan dans la banque de données de l'Administration générale de la Documentation patrimoniale;

6^o l'identité du vendeur :

a) personne physique : le cas échéant, qualité d'agriculteur à titre principal ou complémentaire;

b) personne morale : numéro d'entreprise;

7^o l'identité de l'acquéreur :

a) personne physique : année de naissance, le cas échéant, qualité d'agriculteur à titre principal ou complémentaire;

b) personne morale : numéro d'entreprise;

8° à titre facultatif, l'existence d'un repreneur pour l'exploitation agricole de l'acquéreur.

Art. 7. La notification d'une acquisition comprend :

1° l'identité de l'officier instrumentant :

a) dénomination ou nom et prénom;

b) adresse postale;

c) adresse électronique;

2° la date de l'opération;

3° le prix d'achat global;

4° la superficie globale;

5° l'identification de chaque parcelle cadastrale :

a) commune, division, section, numéro cadastral, le cas échéant pré-cadastré;

b) superficie suivant cadastre;

c) nature suivant cadastre;

d) état locatif;

e) le cas échéant, nature du bail;

f) le cas échéant, numéro d'identification du plan dans la banque de données de l'Administration générale de la Documentation patrimoniale;

7° l'identité du cessionnaire :

a) personne physique : le cas échéant, qualité d'agriculteur à titre principal ou complémentaire;

b) personne morale : numéro d'entreprise;

8° l'identité de l'acquéreur : personne morale : numéro d'entreprise.

Art. 8. La notification d'un échange comprend :

1° l'identité de l'officier instrumentant :

a) dénomination ou nom et prénom;

b) adresse postale;

c) adresse électronique;

2° la date de l'opération;

3° la valeur de chaque lot;

4° la superficie de chaque lot;

5° l'identification de chaque parcelle cadastrale :

a) identification du lot;

b) commune, division, section, numéro cadastral, le cas échéant pré-cadastré;

c) superficie suivant cadastre;

d) nature suivant cadastre;

e) état locatif;

f) le cas échéant, nature du bail;

g) le cas échéant, le numéro d'identification du plan dans la banque de données de l'Administration générale de la Documentation patrimoniale;

6° l'identité de chaque partie :

a) personne physique : année de naissance, le cas échéant, qualité d'agriculteur à titre principal ou complémentaire;

b) personne morale : numéro d'entreprise;

7° à titre facultatif, l'existence d'un repreneur pour l'exploitation agricole de chaque partie.

Art. 9. La notification d'une donation en pleine propriété comprend :

1° l'identité de l'officier instrumentant :

a) dénomination ou nom et prénom;

b) adresse postale;

c) adresse électronique;

2° la date de l'opération;

3° la valeur globale;

4° la superficie globale;

5° l'identification de chaque parcelle cadastrale :

a) commune, division, section, numéro cadastral, le cas échéant pré-cadastré;

b) superficie suivant cadastre;

c) nature suivant cadastre;

d) état locatif;

e) le cas échéant, nature du bail;

f) le cas échéant, numéro d'identification du plan dans la banque de données de l'Administration générale de la Documentation patrimoniale;

6° l'identité du donateur :

a) personne physique : le cas échéant, qualité d'agriculteur à titre principal ou complémentaire;

b) personne morale : numéro d'entreprise;

7° l'identité du donataire :

a) personne physique : année de naissance, le cas échéant, qualité d'agriculteur à titre principal ou complémentaire;

b) personne morale : numéro d'entreprise;

8° à titre facultatif, l'existence d'un repreneur pour l'exploitation agricole du donataire.

Art. 10. La notification d'un apport à une personne morale comprend :

1° l'identité de l'officier instrumentant :

a) dénomination ou nom et prénom;

b) adresse postale;

c) adresse électronique;

- 2° la date de l'opération;
 3° la valeur globale;
 4° la superficie globale;
 5° l'identification de chaque parcelle cadastrale :
 a) commune, division, section, numéro cadastral, le cas échéant pré-cadastré;
 b) superficie suivant cadastre;
 c) nature suivant cadastre;
 d) état locatif;
 e) le cas échéant, nature du bail;
 f) le cas échéant, le numéro d'identification du plan dans la banque de données de l'Administration générale de la Documentation patrimoniale;
 6° l'identité de l'apporteur:
 a) personne physique : le cas échéant, qualité d'agriculteur à titre principal ou complémentaire;
 b) personne morale : numéro d'entreprise;
 7° l'identité de la personne morale: numéro d'entreprise.

Art. 11. Les données à caractère personnel traitées par l'observatoire du foncier agricole sont conservées par le Service pour une durée maximale de trente ans.

Art. 12. Conformément à l'article D.56/1 du Code, les Comités d'acquisition ont accès, auprès de l'observatoire du foncier agricole, à l'ensemble des données listées aux articles 6 à 10 dans le cadre de leurs missions.

Art. 13. L'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2016 déterminant la liste des données complémentaires à notifier par les notaires et les modalités de notification électronique conformément à l'article D.357 du Code wallon de l'Agriculture est abrogé.

Art. 14. Entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2020 :

1° les articles 246 et 247 du décret-programme du 17 juillet 2018 portant des mesures diverses en matière d'emploi, de formation, d'économie, d'industrie, de recherche, d'innovation, de numérique, d'environnement, de transition écologique, d'aménagement du territoire, de travaux publics, de mobilité et de transports, d'énergie, de climat, de politique aéroportuaire, de tourisme, d'agriculture, de nature, de forêt, des pouvoirs locaux et de logement;

2° le présent arrêté.

Art. 15. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 mars 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
 W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine
 et délégué à la Grande Région,
 R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/201883]

14. MÄRZ 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Liste der ergänzenden Angaben, die von den beurkundenden Beamten zu übermitteln sind, sowie der Modalitäten für die Notifizierung an die Beobachtungsstelle für landwirtschaftliche Böden gemäß Artikel D.54 und D.357 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft

Die Wallonische Regierung

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.54 Absatz 1, ersetzt durch das Programmdekret vom 17. Juli 2018, D.56/1, eingefügt durch das Programmdekret vom 17. Juli 2018, D.58, D.61 § 2, D.63 und D.357, § 1 und 3, abgeändert durch das Programmdekret vom 17. Juli 2018;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 2016 zur Festlegung der Liste der ergänzenden Angaben, die von den Notaren zu übermitteln sind, sowie der Modalitäten für die elektronische Mitteilung gemäß Artikel D.357 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 16. November 2018;

Aufgrund der am 16. Januar 2019 abgegebenen Stellungnahme der Datenschutzbehörde;

Aufgrund des am 11. Februar 2019 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung der fehlenden Mitteilung dieses Gutachtens binnen derselben Frist;

Aufgrund Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° landwirtschaftliches Immobiliengut: das bebaute oder unbebaute Immobiliengut, das sich in einem Agrargebiet nach dem Sektorenplan befindet oder das im InVeKos (integriertes Verwaltungs- und Kontrollsystem) angegebene bebaute oder nicht bebaute Immobiliengut;

2° Gesetzbuch: das Wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft;

3° Dienststelle: die Direktion der ländlichen Bodenumgestaltung der Abteilung Entwicklung, ländliche Angelegenheiten, Wasserläufe und Tierschutz der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt.

Art. 2 - Die in den Artikeln D.54 und D.357 des Gesetzbuches erwähnten Geschäfte sind der Verkauf, der Erwerb, der Austausch, die Schenkung zu Volleigentum und die Einbringung in eine juristische Person.

Art. 3 - Die beurkundenden Beamten notifizieren die in den Artikeln 6 bis 10 und in den Artikeln D.54 und D.357 des Gesetzbuches genannten Informationen binnen dreißig Tagen nach der authentischen Urkunde der Beobachtungsstelle für landwirtschaftliche Böden.

Im Falle eines öffentlichen Verkaufs wird die Frist nach Absatz 1 auf zwei Monate gebracht ab dem Tag, an dem der Zuschlag endgültig gewährt worden ist.

Art. 4 - § 1. Wenn der beurkundende Beamte ein Notar mit Amtssitz in Belgien ist, erfolgt die in Artikel 3 erwähnte Notifizierung anhand des Internetportals E-Notariat des Königlichen Verbands des Belgischen Notariatswesens.

Diese Notifizierung über das Internetportal E-Notariat des Königlichen Verbands Belgischer Notare gilt als für richtig bescheinigte, datierte, unterzeichnete und authentifizierte Notifizierung.

§ 2. Für die anderen beurkundenden Beamten erfolgt die Notifizierung nach Artikel 3 anhand eines vom Minister festgelegten Formulars.

In Übereinstimmung mit Artikel D.62 des Gesetzbuches gilt der Versand des Formulars durch den beurkundenden Beamten als für richtig bescheinigte, datierte, unterzeichnete und authentifizierte Notifizierung.

Art. 5 - Die Dienststelle bescheinigt den Eingang der Notifizierung durch den Versand einer automatischen elektronischen Empfangsbestätigung.

Art. 6 - Die Notifizierung eines Verkaufs enthält die folgenden Angaben:

1° Identität des beurkundenden Beamten:

a) Bezeichnung oder Name und Vorname;

b) Postanschrift;

c) elektronische Anschrift;

2° Datum des Geschäfts;

3° Gesamtverkaufspreis;

4° Gesamtfläche;

5° Identifizierung jeder Katasterparzelle:

a) Gemeinde, Gemarkung, Flur, Katasternummer, gegebenenfalls vorkatastriert;

b) Fläche nach dem Kataster;

c) Art (nach Kataster);

d) Pachtzustand;

e) gegebenenfalls Art des Pachtvertrags;

f) gegebenenfalls Identifizierungsnummer des Plans in der Datenbank der Generalverwaltung der Vermögensdokumentation;

6° Identität des Verkäufers:

a) natürliche Person: gegebenenfalls die Eigenschaft als hauptberuflicher oder nebenberuflicher Landwirt;

b) juristische Person: Unternehmensnummer;

7° Identität des Erwerbers:

a) natürliche Person: Geburtsjahr, gegebenenfalls die Eigenschaft als hauptberuflicher oder nebenberuflicher Landwirt;

b) juristische Person: Unternehmensnummer;

8° optional: die Existenz eines Übernehmers für den landwirtschaftlichen Betrieb des Erwerbers.

Art. 7 - Die Notifizierung eines Erwerbs enthält die folgenden Angaben:

1° Identität des beurkundenden Beamten:

a) Bezeichnung oder Name und Vorname;

b) Postanschrift;

c) elektronische Anschrift;

2° Datum des Geschäfts;

3° Gesamtkaufpreis;

4° Gesamtfläche;

5° Identifizierung jeder Katasterparzelle:

a) Gemeinde, Gemarkung, Flur, Katasternummer, gegebenenfalls vorkatastriert;

b) Fläche nach dem Kataster;

- c) Art (nach Kataster);
- d) Pachtzustand;
- e) gegebenenfalls Art des Pachtvertrags;
- f) gegebenenfalls Identifizierungsnummer des Plans in der Datenbank der Generalverwaltung der Vermögensdokumentation;

7° Identität des Übernehmers:

- a) natürliche Person: gegebenenfalls die Eigenschaft als hauptberuflicher oder nebenberuflicher Landwirt;
- b) juristische Person: Unternehmensnummer;

8° Identität des Erwerbers: juristische Person: Unternehmensnummer.

Art. 8 - Die Notifizierung eines Austauschs enthält die folgenden Angaben:

1° Identität des beurkundenden Beamten:

- a) Bezeichnung oder Name und Vorname;
- b) Postanschrift;
- c) elektronische Anschrift;

2° Datum des Geschäfts;

3° Wert jedes Loses;

4° Fläche jedes Loses;

5° Identifizierung jeder Katasterparzelle:

- a) Identifizierung des Loses;
- b) Gemeinde, Gemarkung, Flur, Katasternummer, gegebenenfalls vorkatastriert;
- c) Fläche nach dem Kataster;
- d) Art (nach Kataster);
- e) Pachtzustand;

f) gegebenenfalls Art des Pachtvertrags;

g) gegebenenfalls Identifizierungsnummer des Plans in der Datenbank der Generalverwaltung der Vermögensdokumentation;

6° Identität jeder Partei:

a) natürliche Person: Geburtsjahr, gegebenenfalls die Eigenschaft als hauptberuflicher oder nebenberuflicher Landwirt;

b) juristische Person: Unternehmensnummer;

7° optional: die Existenz eines Übernehmers für den landwirtschaftlichen Betrieb jeder Partei.

Art. 9 - Die Notifizierung einer Schenkung zu Volleigentum enthält die folgenden Angaben:

1° Identität des beurkundenden Beamten:

- a) Bezeichnung oder Name und Vorname;
- b) Postanschrift;
- c) elektronische Anschrift;

2° Datum des Geschäfts;

3° Gesamtwert;

4° Gesamtfläche;

5° Identifizierung jeder Katasterparzelle:

- a) Gemeinde, Gemarkung, Flur, Katasternummer, gegebenenfalls vorkatastriert;
- b) Fläche nach dem Kataster;
- c) Art (nach Kataster);
- d) Pachtzustand;
- e) gegebenenfalls Art des Pachtvertrags;

f) gegebenenfalls Identifizierungsnummer des Plans in der Datenbank der Generalverwaltung der Vermögensdokumentation;

6° Identität des Schenkers:

- a) natürliche Person: gegebenenfalls die Eigenschaft als hauptberuflicher oder nebenberuflicher Landwirt;
- b) juristische Person: Unternehmensnummer;

7° Identität des Beschenkten:

a) natürliche Person: Geburtsjahr, gegebenenfalls die Eigenschaft als hauptberuflicher oder nebenberuflicher Landwirt;

b) juristische Person: Unternehmensnummer;

8° optional: die Existenz eines Übernehmers für den landwirtschaftlichen Betrieb des Beschenkten.

Art. 10 - Die Notifizierung einer Einbringung in eine juristische Person enthält die folgenden Angaben:

1° Identität des beurkundenden Beamten:

- a) Bezeichnung oder Name und Vorname;
- b) Postanschrift;
- c) elektronische Anschrift;

2° Datum des Geschäfts;

3° Gesamtwert;

4° Gesamtfläche;

5° Identifizierung jeder Katasterparzelle:

- a) Gemeinde, Gemarkung, Flur, Katasternummer, gegebenenfalls vorkatastriert;
- b) Fläche nach dem Kataster;

- c) Art (nach Kataster);
- d) Pachtzustand;
- e) gegebenenfalls Art des Pachtvertrags;
- f) gegebenenfalls Identifizierungsnummer des Plans in der Datenbank der Generalverwaltung der Vermögensdokumentation;

6° Identifizierung des Einbringers:

- a) natürliche Person: gegebenenfalls die Eigenschaft als hauptberuflicher oder nebenberuflicher Landwirt;
- b) juristische Person: Unternehmensnummer;

7° Identität der juristischen Person: Unternehmensnummer.

Art. 11 - Die von der Beobachtungsstelle für landwirtschaftliche Böden verarbeiteten personenbezogenen Daten werden von der Dienststelle während höchstens dreißig Jahren aufbewahrt.

Art. 12 - In Übereinstimmung mit Artikel D.56/1 des Gesetzbuches haben die Erwerbsausschüsse im Rahmen ihrer Aufgaben bei der Beobachtungsstelle für landwirtschaftliche Böden Zugang zu den gesamten Daten, die in den Artikeln 6 bis 10 aufgelistet sind.

Art. 13 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 2016 zur Festlegung der Liste der ergänzenden Angaben, die von den Notaren zu übermitteln sind, sowie der Modalitäten für die elektronische Mitteilung gemäß Artikel D.357 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft wird aufgehoben.

Art. 14 - Treten am 1. Januar 2020 in Kraft:

1° die Artikel 246 und 247 des Programmdekrets vom 17. Juli 2018 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Beschäftigung, Ausbildung, Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien, Umwelt, ökologischer Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität und Transportwesen, Energie, Klima, Flughafenpolitik, Tourismus, Landwirtschaft, Natur und Forstwesen, lokale Behörden und Wohnungswesen;

2° der vorliegende Erlass.

Art. 15 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. März 2019

Für die Regierung:

Der Minister-Präsident

W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion,

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/201883]

14 MAART 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de lijst van de door de instrumenterende ambtenaren te verstrekken bijkomende gegevens en van de modaliteiten inzake het agrarisch grondwaarnemingscentrum overeenkomstig de artikelen D.54 en D.357 van het Waalse Landbouwwetboek

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, inzonderheid op de artikelen D.54, lid 1, gewijzigd bij het programma-decreet van 17 juli 2018, D.56/1, ingevoegd bij het programma-decreet van 17 juli 2018, D.58, D.61, § 2, D.63 en D.357, § 1 en 3, gewijzigd bij het programma-decreet van 17 juli 2018 ;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2016 tot bepaling van de lijst van de door de notarissen te verstrekken bijkomende gegevens en van de modaliteiten inzake elektronische kennisgeving overeenkomstig artikel D.357 van het Waalse Landbouwwetboek;

Gelet op het rapport van 16 november 2018 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 16 januari 2019;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 11 februari 2019 overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° landbouwkundig onroerend goed: het al dan niet bebouwd onroerend goed, gelegen in landbouwgebied op het gewestplan, en het al dan niet bebouwd onroerend goed, opgegeven in het geïntegreerd beheers- en controlesysteem;

2° het Wetboek : het Waalse Landbouwwetboek;

3° de Dienst : de Directie Landinrichting van de landeigendommen van het Departement Ontwikkeling, Landelijke Aangelegenheden, Waterlopen en Dierenwelzijn van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

Art. 2. De verrichtingen bedoeld in de artikelen D.54 en D.357 van het Wetboek zijn de verkopen, de verwervingen, de ruilverrichtingen, de schenkingen in volle eigendom en de inbrengen aan een natuurlijke persoon.

Art. 3. De instrumenterende ambtenaren geven binnen de dertig dagen volgend op de authentieke akte kennis van de informatie bedoeld in de artikelen 6 tot 10 en in de artikelen D.54 en D.357 van het Wetboek aan het agrarisch grondwaarnemingscentrum.

Bij een openbare verkoping wordt de termijn bepaald in lid 1 op twee maanden gebracht, volgend op de dag waarop de toewijzing definitief is geworden.

Art. 4. § 1. Wanneer de instrumenterend ambtenaar een notaris is waarvan de standplaats in België gelegen is, gebeurt de kennisgeving bedoeld in artikel 3 via het e-notariaat webportaal van de Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat.

De kennisgeving wordt voor echt verklaard, gedagtekend, getekend en gewaarmerkt via het webportaal e-notariaat van de Koninklijke federatie van het Belgisch Notariaat.

§ 2. Voor de andere instrumenterende notarissen gebeurt de kennisgeving bedoeld in artikel 3 door verzending van een formulier, vastgesteld door de Minister.

Overeenkomstig artikel D.62 van het Wetboek, wordt de elektronische kennisgeving voor echt verklaard, gedagtekend en getekend door verzending van het formulier door de instrumenterend ambtenaar.

Art. 5. De dienst bevestigt de datum van ontvangst van de kennisgeving door de verzending van een automatisch elektronisch bericht van ontvangst.

Art. 6. De kennisgeving van een verkoop omvat :

1° de identiteit van de instrumenterend ambtenaar;

a) benaming of naam en voornaam;

b) postadres;

c) elektronisch adres;

2° datum van de verrichting;

3° de globale verkoopprijs;

4° de globale oppervlakte;

5° identificatie van elk gekadastraerd perceel:

a) gemeente, afdeling, sectie, kadastraal nummer, desgevallend geprekadastraerd;

b) oppervlakte volgens kadaster;

c) aard volgens kadaster;

d) huurstaat;

e) desgevallend, aard van de huurovereenkomst;

f) desgevallend, het identificatienummer van het plan in de databank van de Algemene administratie van de Erfgoeddocumentatie;

6° de identiteit van de verkoper :

a) natuurlijke persoon : desgevallend, de hoedanigheid van landbouwer in hoofdberoep of bijkomend beroep;

b) rechtspersoon : bedrijfsnummer;

7° de identiteit van de aankoper;

a) natuurlijke persoon : desgevallend, geboortjaar en hoedanigheid van landbouwer in hoofdberoep of bijkomend beroep;

b) rechtspersoon : bedrijfsnummer;

8° facultatief, het bestaan van een overnemer voor het landbouwbedrijf van de aankoper.

Art. 7. De kennisgeving van een verwerving omvat :

1° de identiteit van de instrumenterend ambtenaar;

a) benaming of naam en voornaam;

b) postadres;

c) elektronisch adres;

2° datum van de verrichting;

3° de globale verkoopprijs;

4° de globale oppervlakte;

5° identificatie van elk gekadastraerd perceel:

a) gemeente, afdeling, sectie, kadastraal nummer, desgevallend geprekadastraerd;

b) oppervlakte volgens kadaster;

c) aard volgens kadaster;

d) huurstaat;

e) desgevallend, aard van de huurovereenkomst;

f) desgevallend, het identificatienummer van het plan in de databank van de Algemene administratie van de Erfgoeddocumentatie;

7° de identiteit van de overnemer:

a) natuurlijke persoon : desgevallend, de hoedanigheid van landbouwer in hoofdberoep of bijkomend beroep;

b) rechtspersoon : bedrijfsnummer;

8° de identiteit van de aankoper; rechtspersoon : bedrijfsnummer.

Art. 8. De kennisgeving van een ruil omvat :

1° de identiteit van de instrumenterend ambtenaar :

- a) benaming of naam en voornaam;
- b) postadres;
- c) elektronisch adres;

2° datum van de verrichting;

3° de waarde van elke kavel;

4° de oppervlakte van elke kavel;

5° de identificatie van elk gekadastraerd perceel:

a) de identificatie van de kavel;

a) gemeente, afdeling, sectie, kadastraal nummer, desgevallend geprekadastraerd;

b) oppervlakte volgens kadaster;

b) aard volgens kadaster;

c) huurstaat;

e) desgevallend, aard van de huurovereenkomst;

g) desgevallend, het identificatienummer van het plan in de databank van de Algemene administratie van de Erfgoeddocumentatie;

6° de identiteit van elke kavel;

a) natuurlijke persoon : desgevallend, geboortejaar en hoedanigheid van landbouwer in hoofdberoep of bijkomend beroep;

b) rechtspersoon : bedrijfsnummer;

7° facultatief, het bestaan van een overnemer voor het landbouwbedrijf van elke kavel.

Art. 9. De kennisgeving van schenking in volle eigendom omvat :

1° de identiteit van de instrumenterend ambtenaar;

a) benaming of naam en voornaam;

b) postadres;

c) elektronisch adres;

2° datum van de verrichting;

3° de globale waarde;

4° de globale oppervlakte;

5° de identificatie van elk gekadastraerd perceel:

a) gemeente, afdeling, sectie, kadastraal nummer, desgevallend geprekadastraerd;

b) oppervlakte volgens kadaster;

c) aard volgens kadaster;

d) huurstaat;

e) desgevallend, aard van de huurovereenkomst;

f) desgevallend, het identificatienummer van het plan in de databank van de Algemene administratie van de Erfgoeddocumentatie;

6°) de identiteit van de schenker:

a) natuurlijke persoon : desgevallend, de hoedanigheid van landbouwer in hoofdberoep of bijkomend beroep;

b) rechtspersoon : bedrijfsnummer;

7°) de identiteit van de begiftigde:

a) natuurlijke persoon : desgevallend, geboortejaar en hoedanigheid van landbouwer in hoofdberoep of bijkomend beroep;

b) rechtspersoon : bedrijfsnummer;

8° facultatief, het bestaan van een overnemer voor het landbouwbedrijf van de begiftigde.

Art. 10. De kennisgeving van een inbreng in een rechtspersoon omvat:

1° de identiteit van de instrumenterend ambtenaar;

a) benaming of naam en voornaam;

b) postadres;

c) elektronisch adres;

2° datum van de verrichting;

3° de globale waarde;

4° de globale oppervlakte;

5° de identificatie van elk gekadastraerd perceel:

a) gemeente, afdeling, sectie, kadastraal nummer, desgevallend geprekadastraerd;

b) oppervlakte volgens kadaster;

c) aard volgens kadaster;

c) huurstaat;

e) desgevallend, aard van de huurovereenkomst;

f) desgevallend, het identificatienummer van het plan in de databank van de Algemene administratie van de Erfgoeddocumentatie;

6° de identiteit van de inbrenger:

a) natuurlijke persoon : desgevallend, de hoedanigheid van landbouwer in hoofdberoep of bijkomend beroep;

b) rechtspersoon : bedrijfsnummer;

7° de identiteit van de rechtspersoon: bedrijfsnummer.

Art. 11. De door het grondwaarnemingscentrum verwerkte persoonsgegevens worden hoogstens dertig jaar door de Dienst bewaard.

Art. 12. Overeenkomstig artikel D.56/1 van het Wetboek hebben de Aankoopcomités, in het kader van hun opdrachten, bij het agrarisch grondwaarnemingscentrum toegang tot de gezamenlijke gegevens opgelijst in de artikelen 6 tot 10.

Art. 13. Het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2016 tot bepaling van de lijst van de door de notarissen te verstrekken bijkomende gegevens en van de modaliteiten inzake elektronische kennisgeving overeenkomstig artikel D.357 van het Waalse Landbouwwetboek wordt opgeheven.

Art. 14. Treden in werking op 1 januari 2020 :

1° de artikelen 246 en 247 van het decreet-programma van 17 juli 2018 houdende verschillende maatregelen inzake tewerkstelling, vorming, economie, industrie, onderzoek, innovatie, digitale technologieën, leefmilieu, ecologische overgang, ruimtelijke ordening, openbare werken, mobiliteit en vervoer, energie, klimaat, luchthavenbeleid, toerisme, landbouw, natuur, bossen, plaatselijke besturen en huisvesting;

2° dit besluit.

Art. 15. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 maart 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed
en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2019/11969]

11 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018 relatif au cadre organique du Service public de Wallonie

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2017 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 août 2017 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018 relatif au cadre organique du Service public de Wallonie, tel que modifié ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 janvier 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 février 2019 ;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 7 février 2019 ;

Vu l'avis du Comité supérieur de concertation, donné le 29 mars 2019 ;

Sur la proposition de la Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018 relatif au cadre organique du Service public de Wallonie est remplacé par :

« Article 1^{er}. Le cadre des emplois de secrétaire général, de directeur général, d'inspecteur général, d'inspecteur général expert, de directeur et des emplois d'encadrement du Service public de Wallonie est fixé comme suit:

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE SECRETARIAT GENERAL

Secrétaire général 1

Direction fonctionnelle et d'appui

Directeur 1

Direction du Développement durable

Directeur 1

Service interne commun pour la prévention et la protection au travail

Directeur 1

Premier attaché 4

Premier assistant 2

Direction Centre régional de Crise

Directeur 1

Département du Support de la Fonction publique régionale

Inspecteur général 1

Direction des Ressources humaines

Directeur 1

Direction de la Sélection